

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973

6^e Circonscription de Meurthe-et-Moselle



PARTI SOCIALISTE

SUPPLÉANT

Gaston PERRIN
AGENT DE SÉCURITÉ

Ancien Maire, Conseiller municipal d'Homécourt
Militant Syndical, Délégué cantonal de l'École Publique
Ancien Combattant 1939-1945, Croix de Guerre



René GERARD
INSTITUTEUR
Conseiller municipal

Electriciens, Electeurs,

Pour la première fois de ma déjà longue carrière de Militant Ouvrier au service de tous les Travailleurs, je vais solliciter vos suffrages à une élection législative. Je le fais après avoir reçu l'investiture de mon Parti et avec la Foi inébranlable qui m'habite depuis ma plus tendre jeunesse dans la Liberté, l'Egalité et la Fraternité, les trois belles et généreuses idées issues de la Révolution Française, dont le régime actuel est la négation et que seul le Socialisme peut faire la réalité de demain.

14 années de Pouvoir autoritaire aux seuls services des banques, des grandes Sociétés industrielles, commerciales et des promoteurs avides de profits a dégradé les institutions et les mœurs politiques. Les nombreux scandales où furent mêlés exclusivement des parlementaires de la Majorité (U.D.R., Indépendants, C.D.P.) en sont les éclatantes illustrations.

Le bilan de la majorité sortante est lourd. Il est d'autant plus pesant qu'il est négatif pour le plus grand nombre des Françaises et des Français.

1^o) L'inflation est galopante, 9 % d'augmentation du coût de la vie en 1972.

2^o) Les salaires sont les plus bas des pays du Marché Commun.

3^o) La durée hebdomadaire du travail la plus longue d'Europe.

4^o) 500.000 chômeurs - 600.000 prévus par le VI^e Plan.

5^o) La retraite n'est octroyée qu'à 65 ans (60 ans en Italie).

6^o) Les restructurations industrielles ne sont entreprises et menées à leur terme qu'avec des deniers publics et que pour le seul profit des trusts.

7^o) Le Gouvernement et sa majorité ont soutenu une politique d'exploitation outrancière des travailleurs par l'augmentation des cadences de travail et par une diminution des effectifs.

8^o) La Sécurité Sociale a été remise entre les mains du Patronat, les prestations diminuées.

Pour les petits commerçants, les artisans et les agriculteurs, la situation n'est pas meilleure. L'aide gouvernementale aux grandes surfaces commerciales compromet irrémédiablement l'activité des petits commerçants dont les charges n'ont jamais été aussi insupportables et les faillites aussi nombreuses. Les exploitations agricoles Familiales disparaissent à cadence accélérée.

Chercheurs, sans laboratoire,

Malades sans hôpitaux,

Jeunes sans métier et sans perspective,

Vieux, sans retraite suffisante,

Femmes traitées comme des êtres d'essence inférieure,

Jeunes ménages sans logement,

Sportifs sans équipements collectifs,

Automobilistes sans autoroutes (sauf à péage...)

Handicapés sans établissements spécialisés,

Zones industrielles sans industrie,

Régions dépendantes du bon vouloir du Pouvoir Central (pour leurs équipements indispensables).

Chauvinisme national érigé en institution,

Investissements coûteux et dangereux (bombe atomique, etc.),

Moyens d'information audio-visuel contrôlés et à la dévotion du Pouvoir.

Je pourrais allonger cette liste des faits et surtout des méfaits de la défunte Majorité. J'arrêterai là mon énumération, elle est révélatrice d'une faillite sans précédent.

Les Electriciens et les Electeurs de notre Circonscription jugeront sévèrement l'Ex-Député, Maire de BRIEY qui a soutenu tout au long de la Législature une pareille politique.

CHANGER LA VIE POUR VIVRE MIEUX

Tel est le titre de notre programme, programme sur lequel nous engageons le combat avec la sereine conviction que seuls, peuvent avoir, ceux qui ont la certitude de défendre une cause juste et généreuse. La cause des faibles contre les forts, la cause des opprimés contre leurs oppresseurs, la cause des exploités contre leurs exploiters, la cause de la justice contre les injustices, la cause de la Démocratie contre l'Autoritarisme.

Nos engagements ne sont pas conjoncturels. Ils ont été pris devant l'Opinion Publique. Notre programme n'est ni le programme du Parti Socialiste, ni celui du Parti Communiste, pas plus que celui des radicaux de Gauche. Il est l'harmonieuse synthèse de la réflexion de ces trois Partis qui ont décidé de s'UNIR pour offrir aux Françaises et aux Français, un débouché sur une Société plus juste et plus fraternelle, ouvrant la voie à une Véritable Démocratie Politique et Economique... Notre Ambition est de satisfaire les légitimes aspirations des masses laborieuses ; c'est pourquoi le Gouvernement de la Gauche UNIE prendra les mesures suivantes :

POUVOIR D'ACHAT :

Augmentation substantielle des salaires — le SMIC porté à 1 000 F.
Suppression des abattements de zone et de toutes les discriminations fondées sur l'âge, le sexe et la nationalité.
Grilles hiérarchiques uniques recouvrant l'ensemble des qualifications.
Nouveau salaire minimum et interprofessionnel fixé et révisé régulièrement d'après un indice des prix établi avec l'accord des Syndicats.
Institution de l'Echelle Mobile.
Allègement des Impôts - Augmentation des prestations familiales.

DUREE ET CONDITION DE TRAVAIL :

La durée effective du travail sera ramenée à 40 heures en 5 jours pour l'ensemble des salariés.
Congés allongés pour les jeunes et les femmes.
Limitation des cadences, droit à la formation permettant une progression professionnelle.

L'EMPLOI :

Le Gouvernement considérera comme un objectif primordial la résorption du chômage et du sous emploi.

LA LEGISLATION SOCIALE :

Réforme profonde de la Législation du Travail - Nouveau code de travail tendant à élargir et à garantir les libertés des Travailleurs.
Extension des droits des comités d'entreprise.
Retraite à 60 ans, 55 ans pour les femmes - 75 % du salaire annuel moyen des dix meilleures années.

SANTE :

Une organisation rationnelle et démocratique des structures sanitaires sera mise en place dans le respect des principes suivants :
secret médical, liberté de prescription, libre choix du médecin par le malade, retour au remboursement S.S. à 80 % et 100 % par l'abrogation des ordonnances de 1967.

LE LOGEMENT :

Il sera comme la santé l'objet de mesures prioritaires ; 700 000 logements seront construits chaque année.

L'EDUCATION NATIONALE :

Un service public, unique et laïque.
Pour la petite enfance, construction de 1.000 crèches à valeur sanitaire et éducative. Des mesures seront prises pour que l'accès de tous les enfants de 2 à 6 ans à l'Ecole Maternelle soit possible en milieu urbain et en milieu rural.
La scolarité sera prolongée par étapes jusqu'à l'âge de 18 ans.
La révision globale et cohérente des programmes ouvrira l'enseignement aux progrès des connaissances et de l'ensemble de la culture, au développement de l'Economie, à l'essor de la Démocratie.
La notion d'équipe éducative sera à tous niveaux d'enseignement préféré à celle des Maîtres polyvalents.
Tous les Maîtres recevront une formation associant inséparablement un haut niveau scientifique et culturel à un haut niveau théorique et pratique.
La revalorisation de la Fonction Enseignante sera entreprise dès le début de la première Législature.

LA PROMOTION DE LA FEMME :

La promotion de la femme suppose sa participation à la vie économique sociale, culturelle et politique.
Elle exige des lois nouvelles, des mesures concrètes, des moyens matériels afin que la femme accède à l'égalité dans le travail, la société, la famille.
Les discriminations contenues dans la Législation seront abrogées. Le congé Maternité sera porté à 16 semaines. Une indemnité sera attribuée pour frais de garde des enfants. L'Education Sexuelle sera développée.

LA JEUNESSE :

Deux grands principes guideront notre action : favoriser l'exercice par les Jeunes de leurs responsabilités dans la Société — Supprimer les inégalités sociales — Donner à tous les jeunes gens et jeunes filles des chances égales pour l'Education le Métier, le Travail, les Loisirs, les Sports et la Culture.

Le Service National sera ramené à 6 mois. — Le prêt sera relevé et indexé sur le SMIC.

Je fais mienne toutes les options contenues dans le programme commun, sur la famille, la lutte contre les inégalités sociales, les nationalisations, la Démocratie dans l'entreprise, l'extension du pouvoir des travailleurs, la planification démocratique, l'aide au petit commerce, à l'artisanat et à la petite exploitation agricole, la démocratisation des institutions et le développement des libertés, etc.

Voilà très succinctement résumés les thèmes qui guideront notre action politique.

ELECTRICES, ELECTEURS,

En portant massivement vos suffrages sur les candidats socialistes, le 4 mars prochain, vous donnerez un coup d'arrêt au démentellement de nos USINES et de nos MINES ; vous assurerez l'Avenir de notre chère Lorraine dans une France Démocratique, prospère, ouverte à la construction de l'Europe et à la coopération Internationale.

Le Candidat : Gaston PERRIN
Le Suppléant : René GERARD